

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 12 • 19 MARS 2021 • CHF 3.-

Ge: L'urgence à éviter faillites et licenciements pour Fabienne Fischer au Conseil d'Etat page 2



Ne: A gauche toute, la nouvelle génération popiste a faim de justice sociale page 3



Le coût de la virilité est de 100 milliards d'euros par an en France page 4

Les pesticides, ces plaies du vivant

VOTATIONS • Le 13 juin, la Suisse se prononce sur deux textes qui veulent restreindre les pesticides dans l'agriculture, pouvant bouleverser ce secteur. Décryptage avec le syndicaliste d'Uniterre et membre des Jardins de Cocagne à Genève, Rudi Berli.

Les mots frappent commun argument choc: «Nous subventionnons la contamination de notre eau potable (par les paiements directs aux paysans)», dénonce la première initiative intitulée «Pour une eau potable propre et une alimentation saine». Lancée par un petit comité de personnalités hors-parti et soutenue par Pro Natura, Aqua viva, les Médecins en faveur de l'environnement, cette initiative souhaite conditionner l'obtention des paiements directs à plusieurs nouvelles règles. Ainsi le renoncement aux pesticides de synthèse, à l'utilisation de l'antibiothérapie prophylactique¹ dans les troupeaux, et la détention d'animaux uniquement si leur fourrage peut être produit à 100% sur la ferme. «2000 tonnes de pesticides, 110'000 tonnes d'excédents d'azote, 6000 tonnes d'excédents de phosphore: l'agriculture suisse déverse chaque année ses intrants en quantité beaucoup trop élevée dans l'environnement», relève Marcel Liner, expert des questions agricoles chez Pro Natura.

Mesures punitives et lacunes

Tout en saluant l'objectif, Ruedi Berli, responsable romand du syndicat paysans de base, Uniterre, se montre pourtant critique: «Nous sommes tous d'accord qu'il serait important de réduire les produits phytosanitaires dans les cours d'eau. Il n'est pas normal que le lac de Baldegg (LU) ne survive qu'avec une oxygénation partielle. Ce texte part d'un bon sentiment et parle d'une vraie préoccupation. Mais il se contente de mesures strictement punitives. En témoigne la suppression de paiements directs pour les producteurs qui ne respecteraient pas les règles. Ceci en omettant de mettre un cadre législatif public clair pour la production. Il ne demandant finalement des efforts pour préserver les ressources en eau qu'aux paysans. Elles pourront être contournées par certains gros producteurs qui continueront à utiliser des produits chimiques ou à importer des fourrages», souligne le syndicaliste.

Ne pas focaliser sur l'agriculture

«Le point le plus lacunaire concerne les importations et le libre commerce. Les denrées en provenance du marché extérieur ne seront pas soumises aux mêmes règles. Ce qui nuira à une production locale saine socialement et écologiquement soutenable comme nous la défendons à Uniterre», assure Rudi Berli. «Avec ce texte le débat est simplifié à l'extrême. Il faut se rendre compte que les paysans n'utilisent pas ces produits par plaisir, mais parce que les politiques agricoles les maintiennent dans ce modèle avec la nécessité de produire plus, en agrandissant les domaines. Le législateur devrait fixer un cadre comme nous l'avons demandé avec notre initiative sur la souveraine alimentaire (refusée en 2018) pour protéger les petits producteurs et leur production, notamment dans leur relation avec les deux grands oligopoles de la commercialisation», développe Rudi Berli.

L'avis est partagé par le comité de Bio suisse, Fédération des entreprises agricoles biologiques regroupant sous le même toit plus de 90% des producteurs biologiques suisses. Ce comité rejette l'initiative en critiquant «la focalisation sur l'agriculture



comme cause des problèmes alors que ni les consommateurs et consommatrices, ni la filière de création de valeur ajoutée ne sont appelés à prendre leurs responsabilités». Quant à l'Association des petits paysans, elle laisse la liberté de vote.

Seconde initiative plus soutenue

Ces trois organisations soutiennent en revanche la deuxième initiative au menu, celle «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». L'initiative, dite également *Future 3.0*, demande, dans une période de transition de 10 ans, l'interdiction de l'utilisation des phytos de synthèse en agriculture. Elle s'engage pour l'entretien des paysages, espaces verts et espaces publics. Elle exige aussi que les produits importés - pour l'alimentation humaine et animale - soient exempts de ces substances. «Le texte est plus cohérent. Il opère au niveau d'une législation plus large et touche aussi les secteurs de la transformation et de la commercialisation, et non seulement celui de la production», relève Rudi Berli. «Si ce changement est possible, il nous pose ensuite de questions. Les bons résultats obtenus par les paysans en agriculture biologique ne doivent pas nous faire sous-estimer les difficultés auxquelles il faudrait faire face», explique-t-il encore.

«En cas d'acceptation du texte, nous devons exiger des prix équitables, rémunérateurs et garantis, la réduction des marges indécentes réalisées par la grande distribution sur la gamme bio, (qui représente aujourd'hui 12% du marché) l'adhésion totale des citoyen.nes au mouvement, et une protection adéquate de la production helvétique aux frontières. Il est en outre hors de question d'accepter un quelconque nivellement des prix vers le bas, sous prétexte que le bio deviendrait la méthode standard de production», souligne le syndicaliste.

Pour sa part, Bio suisse rappelle que «l'utilisation des pesticides de synthèse est interdite en agriculture biologique par le Cahier des charges de son association depuis sa création il y a près de 40 ans. L'initiative reprend donc l'une de ses revendications essentielles et a logiquement trouvé un large soutien au sein de la Fédération», explique-t-elle. «Une production alimentaire nuisible à l'environnement n'est pas simplement déplacée à l'étranger car la nourriture importée doit également être produite sans ces substances. Les auteurs de l'initiative visent ainsi à mettre l'agriculture nationale et étrangère sur un pied d'égalité pour rendre l'agriculture un peu plus durable dans le monde», relève-t-elle.

«Ces longs délais d'application de 10 ans sont très intelligemment pensés. Jusqu'à aujourd'hui, la recherche s'est concentrée sur la mise au point de pesticides performants... En dix ans, on peut l'orienter vers le développement d'une agriculture sans intrants ainsi qu'une formation professionnelle pensée en ce sens. Et, dès lors, les problèmes de l'agriculture biologique ne seront plus marginaux, la recherche s'y intéressera forcément plus», assure Regina Fuhrer-Wyss, présidente de l'Association des petits paysans suisses dans Terre & Nature.

A l'échelle nationale, les camps sont bien tranchés. Le syndicat majoritaire de l'USP (Union suisse des paysans) se positionne fortement contre les deux initiatives comme le feront sans doute la droite et l'UDC. A gauche, le PS et Vert.es sont en faveur des textes. Quant au PST-POP, il n'a pas encore arrêté ses positions définitives, mais sa section genevoise défend un non et un oui. ■

Joël Depommier

¹ L'antibiothérapie prophylactique est l'administration d'un antibiotique afin d'empêcher le développement d'une infection précise dans des circonstances déterminées



IL FAUT LE DIRE...

On a de pauvres riches

La majorité du Grand conseil vaudois a rejeté en début de semaine, la motion de la députée Céline Misiego (POP-Ensemble à Gauche) qui demandait l'instauration d'un impôt sur les fortunes supérieures à 600'000 francs, dit «Taxe Corona». Il visait à éviter, dans le contexte de crise que nous vivons, d'avoir à amputer le financement des services publics au détriment des prestations, et donc de la population, en augmentant les recettes fiscales.

«A titre d'exemple, une multiplication par 1,5 du taux actuel d'imposition pour les revenus supérieurs à 600'000 francs permettrait de fournir plus de 300 millions de francs au canton. Une telle hausse d'impôt sur la fortune ne représenterait que 717,65 francs pour le contribuable concerné», plaide la députée sur le site d'information Bluewin.

On apprenait sur ce dernier, par la voix du PLR Gérard Mojon, que si la droite se refuse à cet effort supplémentaire demandé aux grandes fortunes en temps de crise, c'est pour les «inciter» à rester parmi nous. L'UDC, Jean-Luc Chollet, y ajoutait la bonne vieille rengaine des petits propriétaires immobiliers ou de petits entrepreneurs «qui ont investi leur fortune dans un outil de travail».

Il faut leur dire que si nos petits (et surtout gros) propriétaires de logements (du leur et parfois de celui des autres) et «entrepreneurs» qui ont investi dans leur propre outil de production, dont la fortune excède, au minimum, le demi-million de francs, vont si mal qu'une augmentation de 700 francs de leur contribution au bien commun les contraindrait à émigrer, ils devraient s'interroger sur la situation des autres. Vous savez. Celles et ceux qui (leur) payent un loyer, dépendent d'un salaire, qu'ils.elles ne touchent bien souvent plus en intégralité, depuis des mois, voir plus du tout. Les travailleurs et travailleuses, dont pour beaucoup les services publics et leurs prestations sont l'une des rares richesses possédées.

L'esprit de solidarité envers celles et ceux qui vivent dans le besoin en est une autre. De celle-là, nos riches ou du moins ceux élus pour défendre l'intérêt de leur classe, la bourgeoisie, semblent cruellement manquer.

Jorge Simao

L'urgence à éviter faillites et licenciements

GENÈVE • Arrivée en tête au premier tour de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat genevois, la candidate verte Fabienne Fischer espère confirmer l'essai au deuxième tour et ainsi empêcher Pierre Maudet de gagner son pari. Entretien.

Pouvez-vous évoquer quelques-unes des étapes de votre parcours qui vous ont motivée à vous engager pour la justice sociale et climatique?

FABIENNE FISCHER *Mon parcours a été marqué par mon expérience en tant que militante, mère de famille, femme politique, avocate et administratrice. J'ai d'abord milité dans les associations d'étudiant.e.s de l'Université de Genève et de l'Union nationale des étudiant.e.s de Suisse. Parallèlement, j'étais active dans la lutte anti-apartheid. Mon engagement s'est poursuivi au Syndicat des services publics et à l'Union du corps enseignant du secondaire genevois, ainsi que dans des comités de crèches. J'ai aussi collaboré au comité de rédaction du journal féministe L'Emilie, et j'ai été déléguée genevoise dans la coopérative Mobility.*

Comment vous appuyez-vous sur les mouvements sociaux pour mettre en œuvre votre politique?

Tout d'abord j'aimerais dire un grand merci aux électeurs et électrices qui m'ont témoigné leur confiance et leur engagement personnel. L'accueil sur les stands est toujours très chaleureux. Les gens sont inquiets de la situation. Et à juste titre! Au premier tour, j'arrive largement en tête. 30% des voix, c'est très bien, alors qu'il y avait sept autres candidats en lice, dont Morten Gisselbaek du Parti du Travail (PdT), qui a fait un bon score. Oui, vraiment, je suis satisfaite de mon score, sans triomphalisme aucun, car tout reste à jouer. Aujourd'hui, le PdT et le DAL ont rejoint l'alliance du PS et des Vert.e.s; et solidaritéS appelle à son habitude à faire «barrage à droite», alors que je suis la seule candidate de gauche, et je le comprends donc comme un soutien. Des associations importantes comme l'AVIVO et Pro Vélo appellent à voter pour moi. Et les jeunes, surtout. Les Jeunes Vert.e.s et les Jeunes socialistes ont été rejoints par les Jeunes Verts libéraux. Leur espoir en l'alternative que je représente me touche. Je ne les décevrai pas. Tous les jours, de nombreuses personnes, chômeur.euse.s, employé.e.s précarisé.e.s, petit.e.s indépendant.e.s, chauffeur.e.s de taxi, locataires en sursis, fonctionnaires qui pourraient avoir voté MCG par le passé ou qui se disent indigné.e.s ou déçu.e.s de Pierre Maudet m'annoncent leur soutien. Ces personnes pensent comme moi qu'il faut augmenter les indemnités post-covid à



Fabienne Fischer met en avant la nécessité d'une majorité de gauche au sein d'un gouvernement collégial. Etude BM & Avocat.e.s

100% et que leur distribution doit être moins bureaucratique, et qu'une majorité de gauche au gouvernement sera déterminante pour le faire. Accélérer la protection du climat! Travailler à une société inclusive! Promouvoir le respect de la santé et de la nature! Travailler dans un gouvernement honnête, compétent et collégial! Voilà pourquoi nous nous battons ensemble, et voilà pourquoi je désire être élue.

Quelles sont les mesures pour combattre les inégalités sociales que vous souhaitez promouvoir et mettre en place au Conseil d'Etat?

Il y a une véritable urgence à empêcher les licenciements, les expulsions et les faillites de petites

entreprises locales. La pauvreté et la précarité s'accroissent déjà très rapidement. Voilà des exemples de mesures immédiates: arrêter de harceler les chômeurs avec des exigences absurdes alors que des secteurs d'activité entiers sont à l'arrêt; protéger les baux des locataires – pour les logements et pour les ateliers et les arcades – en prévoyant un délai de paiement des loyers prolongé; que l'Office des poursuites et des faillites adopte une pratique bienveillante pour celles et ceux qui se trouvent en poursuite ou menacés de faillite. Et au-delà, c'est à mon avis le moment de réfléchir à nouveau à un revenu de base inconditionnel, au moins le temps de sortir de la crise!

La législature en cours a été marquée par une crise institutionnelle, principalement liée aux ennus judiciaires du Conseiller d'Etat Pierre Maudet. Comment comptez-vous vous y prendre pour restaurer un climat propice à affronter les défis liés à la pandémie?

Les questions économiques sont centrales. Les mesures prises maintenant pour répondre à la crise sociale doivent également préparer nos réponses à la crise climatique. Nous n'avons qu'une seule planète. Nous ne parviendrons pas à la neutralité carbone par des petites réformes. Il faut réorienter progressivement la production en créant de l'emploi socialement utile, notamment dans le domaine des soins (maintien à domicile, accueil pré- et extrascolaire des enfants, soutien aux proches aidants et accueil des victimes de violence domestique, etc.) et favorable au climat, notamment dans la rénovation énergétique des bâtiments et le développement des énergies renouvelables locales. Produire les masques, les médicaments, les vaccins dont nous avons besoin. Développer la fibre optique pour nous passer de la 5G, et reprendre la main sur nos données personnelles, actuellement aux mains des GAFAM. Renforcer notre agriculture, nos artisans, les PME locales qui sont tournées vers le marché local. Cela permettra de satisfaire les besoins des gens d'ici et de réorienter la consommation vers des produits sains et locaux. Il ne sert à rien d'aller chercher des investisseurs en Chine ou aux Emirats, cela augmente notre dépendance. L'Etat doit investir des milliards dans ces emplois non délocalisables, qui renforceront la souveraineté alimentaire, sanitaire, numérique et énergétique notamment.

Quel rôle la fonction publique est-elle appelée à jouer dans votre vision?

Je suis très attachée au service public. L'Etat doit répondre aux besoins de la population, en matière d'éducation et de formation, de santé et de sécurité publique, notamment. Ces besoins sont en évolution permanente, il faut une fonction publique dynamique, proche du terrain, correctement payée, ne croulant pas sous la charge de travail, ni sous le poids d'une hiérarchie ou d'une bureaucratie démobilisante. ■

Entretien réalisé par Emmanuel Deonna

Le Conseil des Etats contre les femmes

Passant en force, le Conseil des Etats s'est prononcé cette semaine pour un relèvement de l'âge de la retraite de 64 à 65 ans dans le cadre d'AVS 21. Cette proposition devrait permettre de réaliser 1,4 milliard de francs d'économies dans l'AVS d'ici à 2030. En échange, les femmes nées entre 1959 et 1967, bénéficieront des mesures compensatoires minimales. Celles-ci s'élèveront au final à 430 millions de francs par an, soit un montant nettement inférieur aux 700 millions prévus par le Conseil fédéral. «Avec le projet issu des travaux de la commission, on fait porter aux femmes le poids des économies que l'on souhaite faire dans l'AVS, et on peut vraiment se demander ce qui justifie ce choix-là, qui revient à leur faire porter le poids de ces économies alors qu'elles continuent d'assurer 70% du travail non rémunéré, du travail de soin, du travail d'éducation des enfants. Comment reconnaît-on cela, comment valorise-t-on cela? Pour l'instant, aucune réponse n'est apportée à ces questions. Il n'y a aucune garantie que les femmes trouvent dans leur retraite la vie digne à laquelle elles auraient droit après avoir tant contribué à la société au cours de leur existence», a plaidé en vain la Conseillère aux Etats écologiste (GE), Liza Mazzone.

Cette décision a suscité l'ire de l'Union syndicale suisse (USS), qui venait de déposer le jour même une pétition «Pas touche aux rentes des femmes!», forte de plus de 300'000 signatures contre la réforme. La faitière dénonce aussi la flexibilisation de l'âge de départ en retraite fixée par le Conseil des Etats, qui prévoit un départ anticipé à partir de 63 ans, là où le Conseil fédéral proposait 62 ans. «Là aussi, les femmes font les frais de cette décision: alors qu'une flexibilisation à partir de 63 ans seulement ne change rien pour les hommes, elle signifie pour les femmes la perte d'une année d'anticipation possible», relève la faitière, qui attend que le Conseil national corrige drastiquement le projet. ■

Réd.

La gauche part divisée à Renens

Si la gauche lausannoise a décidé de regrouper ses forces pour le deuxième tour des élections communales du 28 mars, en présentant un ticket rose-rouge-vert de six candidat.e.s, tel n'est pas le cas à Renens. Après l'élection d'un socialiste (Jean-François Clément) et d'une verte (Tinetta Mayste) à la Municipalité, les deux forces ont décidé de maintenir dans la course leurs trois autres candidat.e.s. «Nous avons proposé aux PS de Renens et Vert.e.s une alliance pour le second tour respectant cette règle tacite qui fait la force de la représentation des groupes politiques dans notre pays. Cela signifiait avoir une représentation de 2 PS (au vu de leur perte de 3 sièges passant de 23 à 20), de 2 Vert.e.s en raison de leur nouvelle force au Conseil communal (de 9 à 17) et des deux Municipaux sortants de la Fourmi rouge forts de nos 18 sièges (+1) dans le plénum. Cette demande a été refusée par les assemblées des deux partis. Ils nous ont proposé de partir uniquement avec un de deux Municipaux en place de la Fourmi rouge», explique le parti. Celui-ci partira donc sur une liste propre pour l'exécutif avec ses deux sortant.e.s, Karine Clerc et Didier Divorne, arrivés 6^e et 7^e au premier tour.

«En politique et dans la vie, il faut parfois prendre des risques pour défendre ce qui nous paraît juste. Karine Clerc et Didier Divorne sont des Municipaux de valeurs et d'expériences pour Renens. Ces derniers défendent un bilan très positif, possèdent des énergies et des expériences nécessaires dans cette Municipalité et veulent poursuivre le développement de projets en faveur de la population de Renens pour continuer de construire une ville qui nous ressemble et où chacun.e à sa place», précise Byron Allauca, responsable du comité de campagne de la Fourmi rouge. ■

Réd.

Pétition pour un chômage assuré à 100%

Le 18 décembre 2020, le Parlement a adopté un article supplémentaire dans la loi Covid-19. Celui-ci prévoit que pour les personnes en réduction de l'horaire de travail (RHT), qui ont un revenu inférieur à 3470 frs, une indemnité équivalente à 100% de leur revenu (au lieu de 80% ordinairement) soit versée. Cette réglementation est en vigueur avec effet rétroactif à partir du 1^{er} décembre 2020 et est limitée au 31 mars 2021. Pour l'Alliance contre la ségrégation sociale, qui regroupe, entre autres, les Associations de défense des chômeurs (ADC) vaudoise et genevoise, il faut faire plus. Elle lance une campagne nationale en faveur des chômeurs «normaux», en demandant aussi des indemnités à 100% du revenu pour toute personne au bénéfice d'un revenu inférieur ou égal aux 2/3 du salaire médian (soit 4300 frs mensuels). «Le système d'amputation du revenu lié au chômage (70% ou 80% du salaire selon les cas, ndlr) met très concrètement en danger les ressources des personnes à très bas salaires: les personnes sous-payées ou mal payées, les personnes à temps (très) partiel... Dans ces catégories, on trouve une surreprésentation de femmes. Il faut que cela change! Il nous faut un revenu minimum au chômage, c'est-à-dire qu'il faut pérenniser et généraliser ce que prévoit ce dispositif temporaire lié au Covid», estime l'alliance. ■

Réd.

Erratum

Dans notre interview de David Payot (*GaucheBdo* n°11), nous affirmions que la délégation du groupe Le Mont citoyen au Mont-sur-Lausanne était passée de 16% à 22% lors des communales. Or, celle-ci est passée de 23% à 33% (soit de 15 à 22 sièges sur 65).

A gauche toute, la nouvelle génération

NEUCHÂTEL • Le POP lance sa campagne pour les cantonales du 18 avril, en défendant son programme «Pour n'oublier personne».

A l'occasion d'une conférence de presse virtuelle, le POP a présenté ses grands axes de campagne pour les cantonales d'avril. «Nous défendons en priorité le social, l'environnement et l'égalité», a précisé Daniel Ziegler, député et président du parti. La liste comprend 52 noms. «Pour nous, il est important de renforcer le pouvoir de la chambre du peuple face au gouvernement et la gauche combative au Grand Conseil et de s'opposer à la dérive centriste du PS», pointe encore Cédric Dupraz, conseiller communal de la ville du Locle depuis 13 ans et député.

Etat des forces

Le parti compte aujourd'hui 6 député.e.s, inscrit.e.s dans le groupe POPVertsSol, qui comprend 25 élu.e.s, dont 17 écologistes. «Nous espérons maintenir ce score ou l'augmenter d'un.e ou deux élu.e.s supplémentaires», précise Daniel Ziegler, qui se félicite de l'émergence d'une nouvelle génération au parti.

Rappelons que cette année, le scrutin suivra de nouvelles règles. Le nombre d'élu.e.s passera de 115 à 100. L'élection se fera sur une circonscription unique. «Ce qui fait que les personnes les plus médiatiques seront élues et que le bûcheron de la Brévine n'aura aucune chance», déplore Daniel Ziegler. De plus, le quorum passera de 10% à 3% et les conseillers communaux ne pourront plus se présenter au Grand Conseil. Pour l'élection au Conseil d'Etat, qui enregistre 21 postulant.e.s, le POP a validé quatre noms: les Chaux-de-Fonniers Sarah Blum et Julien Gressot, ainsi que les Loclois Cédric Dupraz et Léa Eichenberger, députée suppléante.

Formation et salaire minimum

Députée et conseillère générale, la première met l'accent sur la formation, défendant une formation garantie pour tous jusqu'à 18 ans et une meilleure surveillance du droit des apprenti.e.s. Pour sa part, Cédric Dupraz a mis en exergue des revendications dans le domaine social: affiliation de tous à la LPP, contrôle de l'application du salaire minimum, taxe sur les robots, engagement des travailleurs locaux dans le public et parapublic, défense du filet social. «Chacun a le droit de travailler pour un salaire décent», résume l'élu loclois.



LE POP affirme l'importance de renforcer la gauche combative au parlement pour empêcher des coupes dans le social. DR

Fustigeant les *Trente Glorieuses* qu'il rebaptise *Trente Ravageuses*, le président de la section chaux-de-fonnière du POP et député, Julien Gressot, considère que la défense de l'environnement est nécessaire et transversale et que le canton doit devenir «durable et éco-responsable». «Cette préservation de la nature doit se faire aussi avec des mesures sociales», prévient-il. En ce sens, il regrette que le Plan climat proposé par

le gouvernement cantonal mise sur des mesures incitatives plutôt que contraignantes et prévoie des compensations carbone extra-cantonales. Il préconise aussi la gratuité des transports publics.

Egalité et soutien à la culture

«Notre programme s'engage aussi pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour les migrants ou pour la communauté LGBT. Nous

voulons lutter contre le harcèlement sur les lieux de travail, une reconnaissance du travail gratuit des femmes. Il faut en finir avec les discriminations», revendique Lea Aligizakis, syndicaliste Unia et secrétaire politique du POP.

Gérant d'un bar associatif, Olivier Bérout a rappelé les difficultés que rencontre le secteur du fait du Covid-19 et défend un impôt temporaire sur les bénéfices des entreprises qui ont engrangé des profits. «Nous voulons aussi une couverture à 100% pour les personnes en RHT», précise-t-il. Le renforcement de la santé publique n'est pas oublié. Pharmacien et député, Armin Kapetanovic rappelle la lutte du POP pour le maintien de deux sites de soins aigus dans le canton. Il défend le maintien de la CCT 21 pour le personnel, l'instauration de comités de patientes dans les institutions médicales, un accent sanitaire mis sur la prévention et une gestion des hôpitaux qui ne soient pas uniquement basés sur la concurrence. Technicien dans le milieu du spectacle, Lobsang Blanchard livre un vibrant plaidoyer pour la culture, rappelant son importance tant existentielle qu'économique. «Elle offre aussi de nombreuses retombées financières pour les PME et pour le tourisme.» Il veut la soutenir, notamment à travers un pourcentage culturel tel que proposé par la Fédération neuchâteloise des actrices et acteurs culturels (FNAAC).

Pour une politique de gauche

«Malgré la présence de trois élu.es PS au gouvernement depuis 8 ans (dont deux ne se représentent pas), le canton ne mène pas une politique de gauche et le groupe PS au Grand Conseil, comme on le voit chaque année sur le vote du budget, finit pas entériner des coupes dans la santé ou le social, avec l'aide du PLR. Il est donc important de renforcer la gauche combative au parlement et lutter contre l'affaiblissement du pouvoir face à un exécutif tout-puissant», résume Daniel Ziegler et Cédric Dupraz. Ils n'hésitent pas à parler de «centralisme bureaucratique exécutif», en parlant du Conseil d'Etat. Et affirme: «Nous voulons aussi lutter contre la perte de confiance de la population dans la politique.» ■

JDr

Conte de fées (vertes)

OPINION • Grâce à un référendum lancé par le POP, le Val-de-Travers a refusé la vente à des privés des domaines agricoles communaux de Longeaigue et des Oeuillons.

Il était une fois une vallée dans le canton de Neuchâtel, considérée comme perdue, pauvre et arriérée par certains. Il y a des régions comme celle-ci dans tous les pays, toutes les villes qui sont des lieux se trouvant «loin», indépendamment des kilomètres qui les éloignent de la métropole...

Petit et lointain, ce Val possédait pourtant une représentation du POP. Modeste, petite et lointaine, la section POP de Val-de-Travers était composée d'irréductibles citoyens qui croyaient dur comme fer à un monde juste. Elles et ils avaient décidé de se montrer intransigeants dans leur combat.

Domaines agricoles menacés et référendum

Les autorités du petit vallon, pour des raisons qui restent plutôt obscures, décidèrent en septembre 2020 - comme par hasard peu avant les élections communales - de faire avancer d'un coup leurs dossiers en se débarrassant de deux domaines agricoles communaux. La Commission de gestion et des finances ayant pourtant émis un préavis négatif à la vente de ces terres, l'arrêt fut approuvé par une petite majorité lors de la séance du Conseil général.

Curieusement, il y eut beaucoup d'abstentions dans le camp législatif du parti auquel appartenait le conseiller communal qui proposait la vente. C'est pourquoi les deux petits

conseillers généraux populistes ont décidé de lancer un référendum!

Ce fut une tâche ardue - Covid-19 interdisait une récolte de signatures traditionnelle. Mais l'objet dépassait visiblement les intérêts partisans et beaucoup de Vallonières et Vallonniers donnèrent un gros coup de main. Le nombre de signatures fut atteint et les deux référendums votés le 7 mars 2021.

Préservation du patrimoine et de la vox populi

Et le peuple a tranché: il choisit de garder son patrimoine! Les petits populistes s'en réjouissent mais avant de vivre heureux et avoir beaucoup d'enfants ils devront braver l'agacement des conseillers communaux. Que feront ceux-ci: Prendront-ils le choix de la population comme un échec personnel ou se plieront-ils à la volonté populaire avec grâce?

Dans le meilleur des mondes (socialement juste), tous les élus accepteraient le verdict des urnes et n'iraient leurs forces pour imaginer ensemble des projets intéressants pour ces domaines, préservant la nature et développant la commune pour le bien de tous.

On verra... ■

Adriana Ioset
Conseillère générale à Val-de-Travers

Soutien très sélect de la presse

MÉDIAS • Vaud met en place un plan d'aide à la presse locale de 6,2 millions sur 5 ans. Bien que reconnu comme hebdomadaire romand, *Gauchebo* ne recevra rien.

Cette aide cantonale à la presse doit permettre d'éviter de nouvelles faillites comme celles du *Régional* et de maintenir des emplois de journalistes dans les petits journaux vaudois. Même si ce plan n'est pas parfait, c'est toujours mieux que de ne rien avoir. Il permettra de compenser une partie des pertes économiques liées à la réduction de la publicité dans les journaux durant la pandémie», résume Hadrien Buclin, député Ensemble à Gauche-POP. Renvoyé en commission en décembre, le projet vient de passer la rampe du Grand Conseil la semaine passée. Lancé par le Conseil d'Etat, ce plan prévoit une aide à la presse écrite de 6,2 millions de francs sur cinq ans. Soit le temps de la pandémie qui durera jusqu'en 2026?

Annonces et abonnements

Le projet comprend la publication d'annonces officielles ou sanitaires de la part du Canton dans les journaux suivant une clé de répartition, la création d'un kiosque numérique, un tarif privilégié à l'ATS pour les petites rédactions et des abonnements à prix préférentiel pour les jeunes. La question de savoir si cette aide pouvait être allouée à des groupes distribuant des dividendes a été tranchée. Il est prévu que dans le règlement d'application, le Conseil d'Etat privilégie les médias qui n'en distribuent pas, qui forment des journalistes et les entreprises, qui ne licencient pas, malgré des résultats bénéficiaires. «Cette restriction doit éviter que l'on distribue des milliers de francs à des grands groupes, qui ont leur

siège en dehors du Canton», précise Hadrien Buclin.

La nouvelle a de quoi réjouir Vaud presse, association qui regroupe treize petits journaux locaux comme le *Journal de Morges* ou l'*Omnibus*, qui ont déjà bénéficié de pleines pages de pub durant la pandémie à travers une aide d'urgence, à l'instar de journaux régionaux (*Nouvelliste*, *La Liberté*, *Le Courrier*), qui ont une rubrique vaudoise. «Vaud presse, en tant que représentant et lobby des petits journaux locaux, a pu être entendu par le Canton sur ses demandes. Il serait toutefois judicieux que celui-ci dresse un portrait de son paysage médiatique cantonal pour préciser ce qu'est un journal vaudois à l'heure où apparaissent des nouveaux titres à l'ambition romande», précise Cédric Jotterand, rédacteur en chef du *Journal de Morges*.

«Gauchebo» en zone grise

«D'après un rapide calcul, cette aide à la presse pourrait être de quelques milliers de francs par année pour chaque titre. Ce n'est de loin pas une rente de situation», calcule Hadrien Buclin. Ce dernier précise que ce programme d'aide exclut les journaux politiques, qui participent pourtant du débat démocratique. «En tant que journal au statut hybride, à la fois politique et généraliste, *Gauchebo* tombe dans une zone grise. C'est regrettable. Il faudrait peut-être revoir cela», explique le député. Souhaitons-le pour un hebdo dans une phase très critique ayant nécessité son passage au noir-blanc. De toute urgence. ■

JDr

Un filet social à renforcer

SUISSE • Le Centre social protestant (CSP) a fait le bilan de la pandémie et proposé des pistes d'aménagements du filet social suisse.

Cette semaine, les CSP romands (Genève, Vaud, Neuchâtel et Berne-Jura), qui ont distribué 2 millions de francs entre mars et décembre, ont rappelé les difficultés de vie des personnes ayant perdu leur emploi durant cette période. «Même avec un permis de séjour valable, l'accès à l'aide sociale a été rendu objectivement problématique du fait de la crainte de répercussions négatives sur des demandes de renouvellement de permis de séjour, de regroupement familial ou concernant une transformation de permis B en permis C. Quant aux ménages suisses ou constitués de personnes avec permis C, ils ont été bien en peine pour accéder à des aides... qui n'existaient pas pour eux. Cela a touché en particulier les personnes qui, malgré une perte de revenu, n'étaient pas éligibles à l'aide sociale, leur revenu s'avérant malgré tout supérieur au minimum vital selon les normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS)», a souligné Alain Bolle, directeur du CSP Genève. Et la crise ne devrait pas cesser, du fait de l'augmentation du chômage, atteignant 3,6% en février 2021 (+42,5% de personnes inscrites auprès des Offices régionaux de placement par



Pour le Centre social protestant, l'accès à l'aide sociale demeure problématique. DR

rapport au mois correspondant de l'année précédente). Le CSP craint désormais «l'effet retard» pour les personnes qui, jusqu'ici, ont tenu le choc en ajournant leurs factures ou en empruntant. «Nous nous attendons à de nombreuses situations de surendettement», a prévenu Caroline Regamey, chargée de recherche au CSP. Face à cette situation, le CSP fait plusieurs recommandations. Il demande ainsi d'élargir le socle de l'aide sociale «pour y faire accéder les personnes qui ne sont pas ayant droit

actuellement», mais aussi de mettre en place un «filet humanitaire» afin de concrétiser l'article 12 de la Constitution fédérale. Il veut aussi permettre aux personnes de nationalité étrangère de pouvoir accéder en tout temps aux aides sociales sans mettre en péril leur statut, faciliter l'accès à l'information et aux aides à disposition, octroyer de façon automatique les aides qui pourraient l'être et enfin garantir un minimum vital unifié, y compris lors des urgences. ■

Réd.

Mais que se passe-t-il à Boudry?

Le 12 mars, l'association Droit de Rester Neuchâtel a adressé une lettre ouverte au Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM), largement reprise par la presse. Cette lettre détaille non pas des cas isolés de mauvais traitement, mais un système cruel et punitif qui abat de manière systématique des violences sur les exilé.e.s au Centre Fédéral d'Asile (CFA) de Boudry. Parmi ces sévices, il faut parler d'entrées intempestives dans les chambres, de punitions abusives, d'enfermement dans des lieux insalubres, d'abus de pouvoir, d'utilisation abusive du gaz au poivre, de plaquages au sol, d'insultes homophobes et racistes... L'association Droit de Rester souligne aussi qu'il est anormal que le budget du SEM pour l'encadrement sécuritaire dépasse celui de l'encadrement social et sanitaire dans les CFA. Cela alors que le volet sécuritaire fait la part belle à des sociétés telles que Protectas, Securitas ou ORS, dénoncées par la société civile pour leur rôle dans la répression contre les personnes migrantes en Suisse ou à l'étranger. «La peur des conséquences sur leur procédure d'asile ou de représailles de la part des agent.e.s de sécurité

empêche les victimes de porter plainte», relève encore l'association. Face à cette situation, les politiques bougent. Le POP neuchâtelois vient de demander cette semaine à ce qu'une enquête parlementaire soit ouverte afin de faire la lumière sur la situation dans les centres pour personnes migrantes du canton. Le parti veut également qu'une assistance juridique soit mise en place afin que les victimes puissent porter plainte auprès des tribunaux - et obtenir éventuellement réparation - sans craindre pour leur procédure d'asile. «Il est aussi d'une importance capitale de permettre à la presse, à la société civile et aux élu.e.s d'accéder aux lieux d'enfermement afin de pouvoir y constater les conditions de détention et garantir la transparence des agissements du personnel», souligne le parti. De concert avec Droit de Rester, il exige aussi «l'application du droit suisse et international dans ces camps, qui ne doivent pas être des lieux d'exception, ainsi que la fin de la privatisation du système d'asile qui doit se recentrer sur une mission sanitaire et sociale». ■

Réd.



LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Le coût de la virilité

Si j'ai dénoncé de tout temps la tendance des garçons à se battre, la violence des hommes, le besoin qu'ont certains de «régler» les problèmes à coups de poing, comme on le voit dans beaucoup de films, je n'avais encore jamais raisonné en termes économiques. C'est une émission de radio qui a attiré mon attention sur cet aspect du problème. Mais bien sûr! Toute cette violence a un coût: 100 milliards d'euros par an en France. Quand je pense à tout ce qu'on pourrait faire avec cette somme: diminuer le nombre d'élèves par classe, soutenir et apaiser les banlieues, s'occuper des sans-abris, remettre des lits dans les hôpitaux, diminuer l'empreinte carbone...

A titre de comparaison, la France dépense 73 milliards pour l'enseignement, 44 pour sa défense, 28 pour la recherche et l'enseignement supérieur, 24 pour la solidarité et l'égalité des chances, 12 pour le travail et l'emploi, 12 pour l'écologie, 6 pour les régimes sociaux et de retraite, 3 pour l'agriculture, 3 pour la culture, 1 pour les sports, la jeunesse et la vie associative.

Le coût de la virilité, ce que la France économiserait si les hommes se comportaient comme les femmes est un livre de Lucile Peytavin. «En France, les hommes sont responsables de l'écrasante majorité des comportements asociaux.» Ce postulat de départ s'appuie sur les statistiques officielles de l'Hexagone: des hommes y commettent 86% des meurtres, la quasi-totalité des viols (99%), presque tous les incendies criminels (99%), les vols avec arme (95%), les cambriolages (91%), les vols de véhicules (95%), les infractions sur les stupéfiants (93%), les destructions et dégradations (90%), ainsi qu'une grande part des accidents mortels sur la route (84%). En prison, 96,3% de la population carcérale est masculine.

Contrairement à l'âge ou au milieu social, le prisme du genre, chez les criminels, est peu mis en avant. Deux mécanismes expliquent cette invisibilité: «D'abord, on pense souvent que les hommes sont violents parce que cela fait partie de leur nature», explique Lucile Peytavin dans l'émission *Tout un Monde* (9.3.21, RSR1, Eric Guevara-Frey/Mouna Husain). «Ensuite, la norme est masculine. Dans notre langue, par exemple, le mot «homme» désigne à la fois le sexe et l'espèce. Les comportements des hommes sont donc la norme. La violence des femmes, elle, est perçue comme contre-nature dans nos schémas culturels. On la scrute davantage, alors que celle des hommes, beaucoup plus étendue, est presque invisibilisée.»

Le coût de la virilité est de deux ordres. Il y a d'abord le coût direct, supporté par l'Etat, comme les frais de justice (7 mds par an), de défense et sécurité (9 mds par an), de services de santé (2,3), soit 18,3 mds. Et le coût indirect supporté par la société, lié aux souffrances physiques et psychologiques des victimes, qu'on peut estimer financièrement avec les pertes de productivité des victimes et des auteurs, les destructions de biens, etc., qui représentent 76,9 mds. En additionnant ces coûts, on arrive à près de 100 milliards d'euros par an, ce qui est colossal: cela correspond à peu près au déficit annuel du budget général de la France.

D'après Lucile Peytavin, il est possible de transposer ce raisonnement à la géopolitique mondiale. «On peut penser que sans une conception virile des relations internationales, qui sont bien souvent régies par une volonté de domination et d'asservissement, il y aurait moins de guerres. Et quand on sait que les guerres coûtent, environ 14'000 milliards de dollars par an, il serait intéressant d'analyser ces questions à l'aune de la virilité.» L'auteure tient à préciser: «Il y a une différence entre la virilité qui repose sur des valeurs de force, qui servent à dominer, à écraser, et celle prônant la volonté, l'ambition ou le dépassement de soi, qui permettent des progrès dans nos sociétés.»

Comme solution, l'autrice prône une déconstruction des valeurs viriles enseignées aux garçons. La virilité n'est pas innée, mais acquise. «Je ne vise pas les hommes avec ce livre, mais les valeurs viriles. Les hommes ne sont pas violents par nature. La science a largement démontré que rien ne les prédétermine à se comporter ainsi, ni le cerveau ni la testostérone. Celle-ci est souvent pointée du doigt, mais les dernières études montrent que, chez un même individu, un taux élevé de testostérone pouvait aussi bien engendrer des comportements altruistes que pacifiques. C'est l'éducation à la virilité qui les pousse à se comporter de manière violente.»

L'histoire permet également de déconstruire l'idée que la virilité a toujours été présente. «Aujourd'hui, on sait que, dans la paléo-histoire, ou ce qu'on appelle le temps des cavernes, les sociétés étaient relativement égalitaires. Contrairement à ce qu'on croit, les femmes aussi chassaient, elles ne passaient pas leur temps à s'occuper des petits. C'est au néolithique, avec la sédentarisation des populations et l'avènement de l'agriculture, qu'il y a une division des rôles entre hommes et femmes, une hiérarchie du masculin sur le féminin qui s'est creusée en même temps que les inégalités sociales. A ce moment-là, la virilité s'incarne dans l'utilisation des armes en métal par les hommes. Cela prouve que la virilité est une construction culturelle.»

Pour baisser les coûts de la criminalité, Lucile Peytavin invite à réfléchir sur l'éducation des garçons. Elle relève que la moitié de la population, à savoir les femmes, «ont des comportements beaucoup plus pacifiques, plus en adéquation avec les sociétés de droit dans lesquelles nous vivons. Elles sont peu ou pas éduquées avec leurs valeurs viriles. Si l'on permettait aux garçons d'être éduqués à travers les valeurs qu'on inculque aux filles, en leur permettant par exemple de jouer avec des poupées pour qu'ils apprennent à s'occuper d'autrui, en développant chez eux davantage leurs sentiments pour qu'ils deviennent empathiques, en les contraignant suffisamment pour qu'ils apprennent à respecter des règles, tout ce que font les femmes, finalement, on économiserait ce colossal coût humain et financier.»

Or, il existe une résistance autour de la virilité, parce que ce qui est perçu comme féminin est souvent dévalorisé. «Il est par exemple toujours quasiment impossible de mettre un t-shirt rose à un petit garçon. Cela peut paraître anecdotique, mais c'est révélateur de la résistance qu'il y a autour de ces questions de virilité et en même temps de la dévalorisation de tout ce qui est dit féminin. L'un ne va en fait pas sans l'autre.»

Il n'y a rien à ajouter.

Huguette Junod

Un maire communiste à la présidence?

CHILI

Beaucoup de Chiliens considèrent Daniel Jadue, maire communiste, comme le candidat le plus populaire pour les élections présidentielles de 2022. Entretien.

Daniel Jadue est le maire de Recoleta, une commune de Santiago, la capitale du Chili. Il est populaire partout dans le pays et est parvenu à mettre en place des initiatives citoyennes impressionnantes. Petit-fils de migrants palestiniens, Daniel Jadue était d'abord engagé dans le mouvement de solidarité avec la Palestine avant d'adhérer au Parti communiste chilien (PCCh). Aujourd'hui, il est l'un des candidats à la présidentielle de 2022 les plus populaires. Et c'est directement lié à la politique qu'il mène à Recoleta, opposée à l'idéologie de la constitution chilienne, qui est profondément néolibérale. Les citoyens chiliens n'ont plus de droits fondamentaux, tout doit être acheté, même les choses les plus élémentaires telles que l'eau, la santé, etc. A Recoleta, tout n'est pas une marchandise.

Quelles mesures avez-vous prises concrètement à Recoleta?

DANIEL JADUE Nous avons créé une pharmacie municipale communautaire, qui propose des médicaments jusqu'à 50 % moins chers que la concurrence privée. Entre temps, 144 communes ont adopté ce système. Nous avons également lancé un programme de production d'électricité à partir de panneaux solaires, afin de ne plus dépendre de fournisseurs privés. Il y a encore d'autres initiatives citoyennes: un opticien communal, une librairie, un magasin de disques, la location d'appartements, l'université pour tous, une structure de soins de santé communale. Tout cela fait partie du programme «La commune dans nos quartiers», qui est réalisé en collaboration avec les conseils de quartiers. Dans les «écoles pour tous», c'est la collectivité qui prend en charge les infrastructures. Ainsi, cela fait 8

ans que nous sortons de la logique du marché certains produits importants tels que les médicaments, les lunettes, les livres ou le logement.

Selon vous, d'où est parti le vaste mouvement social qui secoue le Chili depuis octobre 2019?

Tout a commencé par l'augmentation de 30 pesos du prix du ticket de métro à Santiago, en déconnexion totale avec la réalité des travailleurs chiliens. Beaucoup de gens passent des heures à se rendre au travail ou à l'école dans un réseau de métro parmi les plus chers du monde, proportionnellement au niveau de vie du pays. Le problème fondamental, ce ne sont pas ces 30 pesos, mais bien 30 ans de politiques qui ne tiennent pas compte des problèmes des gens. Le coût de la vie augmente chaque année, mais pas les salaires.

Ces vingt dernières années, le taux de chômage a augmenté de 3%, passant de 6 à 9%. Avec la pandémie, la situation s'aggrave et en juin, le taux de chômage explosait à 11 %... De plus en plus de Chiliens n'arrivent plus à joindre les deux bouts. De plus, le système politique est corrompu et la justice inexistante. Une personne issue d'une famille riche commet un vol? On lui donne une petite leçon d'éthique. Par contre, une personne pauvre qui se fait attraper volant un téléphone risque trois ans de prison. La résistance est partie des actions de protestation des étudiants, pour culminer en octobre 2019 avec des manifestations de grande ampleur dans tout le pays. Environ 10% de la population chilienne (qui est de plus de 18 millions, NdlR) est descendue dans la rue.

Quel rôle joue la pandémie dans tout cela?

Notre gouvernement a fait face à cette crise sanitaire comme le ferait un chef



Daniel Jadue, un maire populaire au Chili dénonce 30 ans de politiques ne tenant pas compte des problèmes des gens.

DR

d'entreprise : en minimisant le danger, en faisant passer les intérêts économiques avant la santé et en n'aidant pas les familles dans le besoin. Les gens ont commencé à s'organiser. On a vu se mettre en place des cuisines populaires, des distributions de nourriture et des aides en porte à porte. Nous avons constaté une très grande participation des jeunes générations. C'est nouveau pour le Chili. Auparavant, les jeunes ne voyaient pas quel rôle ils auraient pu jouer dans ce changement. Mais aujourd'hui bien.

En octobre, à un référendum demandant au peuple chilien s'il estimait ou non nécessaire une refonte de la constitution, qui remonte à l'époque de la dictature de Pinochet, 78 % ont répondu «oui»...

Cette refonte de la constitution était l'une des revendications centrales du

mouvement de résistance sociale. C'est la seule façon pour le pays de modifier radicalement sa législation néolibérale. C'est donc une victoire fantastique pour les mouvements sociaux. Il s'agit aussi d'un hommage à ceux qui se sont battus pour cela et qui ne sont plus là. Un hommage également aux centaines de Chiliens qui sont toujours en prison un an après le début des manifestations. Les jeunes d'aujourd'hui ont poursuivi le combat de 1988 (cette année-là, le dictateur Pinochet avait organisé un référendum pour tenter de prolonger de huit ans son mandat de «président»). La proposition avait été rejetée avec 55,99 % des votes, marquant la fin du régime militaire, NdlR).

Le processus constitutionnel va-t-il réellement changer les choses?

Il s'agit d'un processus qui a ses limites. Par exemple, la convention constitutionnelle pour laquelle nous allons voter en avril 2021 ne peut pas modifier les traités internationaux ou de libre-échange qui «protègent les investissements étrangers». Les multinationales étrangères, associées à des hommes d'affaires chiliens, sont intouchables. Leurs investissements dans les pensions, la santé, l'enseignement, les ressources naturelles et stratégiques ne peuvent être affectés par la convention constitutionnelle. Mais je suis optimiste, ce processus constitutionnel est une première étape dans la construction du pays dont nous rêvons. Une fois la nouvelle constitution en place, la lutte devra se poursuivre au Parlement et, bien sûr, dans la rue. ■

Propos recueillis par

Isabelle Vanbrabant

Paru dans *Solidaire*

Jeanine Añez arrêtée pour «sédition» et «terrorisme»

BOLIVIE • L'ex-présidente devra s'expliquer devant la justice sur les violences meurtrières et les violations des droits humains commises au lendemain du putsch contre Evo Morales. Des hauts gradés de la police et de l'armée sont également inquiétés.

Au lendemain du départ en exil, contraint et forcé, d'Evo Morales, accusé de «fraude» électorale sur la base d'un rapport de l'Organisation des États américains (OEA) compilant des données falsifiées, elle avait pris ses quartiers au Palacio Quemado, escortée de militaires, en brandissant la Bible. Jeanine Añez et plusieurs membres de son gouvernement de facto, ainsi que des hauts gradés de la police et de l'armée, ont été arrêtés le vendredi 12 mars, sur ordre de la justice bolivienne, dans le cadre des investigations sur le coup d'État qui a suivi les élections du 18 octobre 2019. Poursuivie pour «sédition» et «terrorisme», l'ancienne «présidente par intérim» va devoir s'expliquer devant la justice sur les violences meurtrières, les persécutions et les graves violations des droits humains commises dans le sillage du putsch.

Un an de répression impitoyable

La sénatrice Añez, dans l'ombre jusque-là, s'était proclamée présidente le 12 novembre, 2019 devant un Parlement clairsemé, sans quorum, prenant prétexte de la «vacance» du pouvoir après la mise à l'écart des successeurs de Morales prévus par la Constitution, eux aussi poussés à la démission: le vice-président Alvaro

García Linera, la présidente et le vice-président du Sénat, ainsi que le président de la Chambre des députés. Aussitôt investie, elle promettait de «convoquer des élections» pour avoir «un président élu le 22 janvier». Elle et son cabinet se sont en fait accrochés un an au pouvoir, déchaînant une répression impitoyable sur les militants et les cadres du Mouvement vers le socialisme (MAS) et sur toutes les voix critiques.

Exécutions sommaires et humiliations publiques

Une mission de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) donnait, dès le 10 décembre 2019, un glaçant aperçu de cette violence politique: «opérations conjointes menées par les forces armées et les forces de police» ayant entraîné «la perte de vies humaines (...) dans tout le pays», arrestations et actes «d'humiliation publique à caractère raciste ou sexiste», femmes indigènes «tuées, battues, blessées et humiliées par des actes récurrents tels que la coupe (forcée) des cheveux», «discours de haine et incitation à la violence», menaces, insultes et violences physiques sur des personnes arrêtées, exposées à «des risques importants de devenir victimes de torture ou de dispa-

rition forcée», exécutions sommaires, opposants retrouvés pendus.

Ces investigations avaient conclu à la «criminalisation» et à la «persécution des dissidents politiques ou de ceux qui (étaient) perçus comme tels», dans un «climat de persécution judiciaire et extrajudiciaire» des opposants, en particulier par la diffusion via les réseaux sociaux et les messageries instantanées de «listes contenant leurs adresses personnelles, leurs numéros de téléphone, les adresses de leurs familles et d'autres informations personnelles (...) ainsi que des photomontages dans lesquels leurs visages apparaissent sous le signe «recherché», exposant «leurs domiciles ou ceux de leurs proches à être perquisitionnés, vandalisés ou incendiés».

Il faudrait encore citer les graves atteintes à la liberté de la presse encouragées par les putschistes, avec des journalistes boliviens publiquement désignés comme des «traîtres», des radios communautaires fermées et saccagées, des correspondants étrangers poussés à quitter le pays après la divulgation de leurs photos et de leurs adresses. «Cette violence a entraîné la polarisation, l'hostilité et la haine, elle est enracinée dans la discrimination, l'intolérance et le racisme», concluait la CIDH. Dès les premiers

jours ayant suivi la prise de pouvoir d'Añez, cette violence prenait un tour paroxystique, avec les massacres de Sacaba, le 15 novembre 2019 (11 morts et 120 blessés), et de Senkata, le 19 novembre (11 morts et 78 blessés). L'intéressée avait alors désigné les victimes comme des «terroristes». Leurs familles, depuis lors, n'ont jamais cessé d'exiger justice.

Un sérieux «risque de fuite»

Añez et les siens se disent aujourd'hui victimes de «persécution politique» et fustigent des méthodes dignes d'une «dictature». Son incarcération, selon la justice bolivienne, se justifie en raison d'un sérieux risque de fuite. Un pilier de son gouvernement de facto, lui, a déjà pris la tangente. Le sulfureux Arturo Murillo, comme ministre de l'Intérieur, avait entre autres couvé et armé les milices d'extrême droite qui semaient la terreur sous le règne des putschistes. Il a quitté le pays au lendemain de l'élection triomphale du président socialiste Luis Arce Catacora, le 18 octobre dernier. Comme l'ex-ministre de la Défense Fernando Lopez, il vit aujourd'hui aux États-Unis. ■

Rosa Moussaoui

Paru dans *L'Humanité*

Fukushima vit toujours dans le trauma

JAPON • Le gouvernement annonçait l'été dernier la réouverture totale de la zone d'évacuation et l'arrêt de la décontamination. Un «récit» auquel s'opposent nombre d'habitants qui, 10 ans après la catastrophe, vivent toujours dans la peur et l'exclusion.

Soudain, le vide. Et des millions d'existences dans l'interrogation. Ce qui préexistait jusqu'alors, le quotidien tel qu'il va, le capitalisme dérégulé, la course au profit, avait-il encore un sens après le séisme, le tsunami, ses 18'000 morts et l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi du 11 mars 2011? Les responsables politiques faisaient-ils encore autorité sur ces villes fantômes? Au cœur de la zone évacuée, seules les herbes sauvages, les voitures abandonnées et les maisons désossées semblaient reines. Et, à perte de vue, des champs où l'on peine à imaginer de jeunes plants de riz germer et ces sacs de terre et de débris contaminés. Des paysages désolés, des vies traumatisées.

Cinq années après la catastrophe, Tetsuro Noguchi, ancien boucher à l'imposante carrure, témoignait à *L'Humanité* de cette peur qui envahissait le quotidien: «Ce que nous avons vécu ce jour-là et ceux qui ont suivi génère encore un stress énorme. Les habitants de Fukushima doivent en permanence faire des choix: rester ou partir, manger les produits locaux ou pas. Ma femme enceinte et moi avons décidé de rester, mais personne ne connaît les effets réels de la radioactivité. Avant de laisser notre petite fille jouer au parc, nous regardons le compteur Geiger pour mesurer le taux de radiation. Il faut en finir avec cette inquiétude permanente.»

Aujourd'hui encore, nombre de personnes gardent ces compteurs à portée de main. Preuve que la peur de l'ennemi invisible ne les a pas totalement quittées. Comment dès lors envisager le retour à la normale?

Impossible pour Hiromi Murakami, de l'Association des nouvelles femmes du Japon, qui s'est référée à l'époque aux avis contradictoires des médecins et a décidé de rester pour distribuer les matériaux de reconstruction aux sinistrés. «La confusion était totale. Mais elle l'est encore d'une certaine manière. Je ne comprends pas le sens de la reconstruction menée par le gouvernement. Il reste de nombreux traumatismes. On ne peut pas dire que nous sommes revenus à l'état normal.»

C'est pourtant le credo du gouvernement, qui entendait prouver que les jeux Olympiques de Tokyo en 2020, reportés d'un an pour cause de Covid-19, effaçaient la tragédie. La propagande autour des «Jeux de la renaissance» s'accom-



pagne d'une nouvelle étape dans l'essor technologique. Cette année, le Japon entendait faire montre de son avance en mettant à disposition des flottes de véhicules sans chauffeur ou des robots capables d'orienter les touristes en japonais, en anglais, en chinois et en coréen. Et le gouvernement nationaliste de remettre au goût du jour la notion de konjo (persévérance, force d'esprit), qui aurait permis de surmonter la catastrophe quitte à banaliser l'accident nucléaire.

La question du retraitement des déchets subsiste

En juin 2020, quelques mois avant sa démission, le premier ministre Shinzo Abe annonça la réouverture de l'ensemble de la zone d'évacuation et l'arrêt de la décontamination. Cette narration politique tient presque de l'indécence pour nombre d'habitants. D'autant que de nombreuses inconnues demeurent, selon le CNRS. Malgré un important travail de décontamination sur la zone de 9'000 km² qui recelait d'importantes retombées de matière radioactive, la situation des forêts reste inquiétante. Lorsque

l'on traverse ces zones en voiture, le compteur Geiger s'affole.

«Contrairement aux plaines agricoles et résidentielles, ces zones boisées et montagneuses n'ont pas été décontaminées, pour des raisons de coût et parce que ce serait très difficile techniquement. Or, celles-ci couvrent les trois quarts de la surface touchée par le panache radioactif», confirme le chercheur en sciences de l'environnement Olivier Evraud, pour qui la question du retraitement des déchets subsiste. De fait, le stockage de la terre contaminée dans des sites d'entrepôt ne peut constituer une solution viable sur le long terme. Le retraitement des matières contaminées n'est envisageable que sur de petites quantités et ne l'est nullement à grande échelle.

Face à ces contradictions, un bras de fer oppose la population aux autorités. Selon la quinzième évaluation publique relative aux cancers de la thyroïde, datée du 12 juin 2020, réalisée sur 370'000 enfants de moins de 18 ans, 195 ont été opérés, 241 autres ont développé des nodules cancéreux ou étaient suspectés d'être en

train de développer la maladie. Selon la commission, ces cancers sont sans lien avec la catastrophe.

Face à ce constat, les craintes de la population laissent entrevoir l'ampleur de la défiance qui touche désormais la parole officielle après des années de mensonges et d'opacité concernant les questions touchant à la centrale.

Une génération de discriminés

La catastrophe de 2011 a également engendré une génération de discriminés et de parias, comme le furent en leur temps les hibakushas -les survivants de Hiroshima et de Nagasaki. Les habitants qui ne faisaient pas partie des zones d'évacuation ont été pointés du doigt comme responsables de leur éventuelle contamination et de celle de leurs enfants. «Il y a des exemples concrets de discrimination à l'embauche. Certaines entreprises demandent aux candidats venus de Fukushima un certificat d'examen de la thyroïde», souligne Akiko Sato, du syndicat Zenroren.

Les paysans ont eux aussi subi de plein fouet cette relégation. Autrefois grenier du Japon, la préfecture de Fukushima fournissait 400'000 tonnes de riz par an et tenait également son rang dans la production de fruits et légumes. Preuve que la défiance continue de régner vis-à-vis des produits de la région: l'an dernier, le Comité olympique sud-coréen annonçait qu'il apporterait une partie de sa nourriture lors des JO de Tokyo et se munirait de détecteurs de radioactivité pour analyser le reste des aliments.

Ce coup d'éclat nationaliste face au rival japonais démontre à quel point Fukushima reste marqué au fer rouge. C'est également le cas en Chine, à Singapour et aux États-Unis, où l'importation des produits locaux reste interdite malgré les tests systématiques. En 2019, aucune anomalie n'a été repérée lors des 8'000 contrôles sur des fruits, légumes, champignons et viandes de la région. «Beaucoup d'agriculteurs ont renoncé à leur activité, faute de revenus et de perspective. D'autres se sont suicidés. Et les prix ont chuté de 20% à 30%», selon Nemoto Satoshi, président de la Fédération des mouvements de paysans du département. Un fait parmi de nombreux autres qui confirme que la décennie écoulée n'a effacé aucun trauma. ■

Lina Sankari

Paru dans *L'Humanité*, adapté par la rédaction

Troisième vague pandémique sur l'Europe

COVID-19 • La situation depuis la seconde vague à l'hiver prend depuis quelque temps une tournure inquiétante. À moins que notre regard sur celle-ci ait été par trop optimiste.

Il y a une année, l'Europe prenait conscience de la gravité de la situation liée au Covid-19 et adoptait les premières mesures drastiques pour y faire face. Un an. Des privations de libertés inédites, un gigantesque coût économique et près 1 million de décès liés au virus plus tard, la situation sanitaire est toujours aussi inquiétante voire davantage, malgré des promesses de jours heureux.

Il y a trois semaines, alors que le Conseil fédéral faisait miroiter que terrasses et restaurants pourraient éventuellement rouvrir au 22 mars plutôt qu'au 1^{er} avril, la courbe des contaminations quotidiennes en Italie s'emballait. Le pays avait décidé de rouvrir au 1^{er} février ses bars, restaurants, magasins, musées. Ceci sur la majeure partie de son territoire. Il se voit désormais obligé de faire marche arrière et de confiner strictement. Avec notamment la fermeture des écoles et des magasins non-essentiels ainsi qu'un contrôle drastique des déplacements dans onze de ses vingt

régions. Entre la mi-février et la mi-mars, la moyenne sur 7 jours des nouvelles contaminations quotidiennes dans le pays est passée de 200 à près de 370 cas par million d'habitants (Université John Hopkins).

L'Autriche, qui envisage de rouvrir tous ses bars et restaurants au 27 mars, connaît une progression similaire avec un doublement sur la même période, passant de 150 à 300 cas détectés par million d'habitants, et va probablement devoir y renoncer.

France et Allemagne sur le qui-vive

La France connaît une ascension plus lente depuis début décembre. Lundi, elle comptait 355 cas/million d'habitants (280, un mois plus tôt), soit à peu près autant que l'Italie. Si la situation paraît d'une relative stabilité, en termes de cas détectés, les hôpitaux de certaines régions voient affluer toujours plus de patients dans un état critique. Les capacités en réanimation sont saturées dans le Haut-Rhin et en Ile-de-France, où le taux d'occupation

des lits en réanimation aurait dépassé les 100% (Europe1). Là encore, l'allègement des mesures sanitaires, que le gouvernement laissait entendre pour la première quinzaine d'avril, en a pris un coup.

L'Allemagne s'était fixée le 22 mars, pour réfléchir à de nouveaux assouplissements. Elle a vu le couperet tomber. Lundi, l'association des médecins en soins intensifs demandait un retour immédiat à des restrictions sévères (*20 Minutes*).

Il semblerait donc que l'optimisme ait cédé le pas à l'inquiétude devant ce qu'il convient de qualifier de troisième vague. Pourtant, dès janvier une étude de l'Imperial College of London (non-revue par les pairs), pointait un risque de transmissibilité accrue de l'ordre de 30 à 70% du variant dit britannique (B.1.1.7). «Le variant B.1.1.7... augmente en prévalence à travers l'Europe», notaient plus récemment des scientifiques dans une autre étude britannique (non revue). Qui a le potentiel «pour se répandre

plus rapidement avec un taux de mortalité supérieur à ce que l'on a connu depuis le début de la pandémie».

Variant sous-estimé

Lorsque cette souche a été détectée pour la première fois en octobre dernier, les médias soutenaient dans leur majorité que «rien n'indiquait qu'elle soit plus transmissible ou dangereuse». Une approche du verre à moitié plein - rien n'indiquait le contraire non plus - qui joue à présent des tours. De la même façon, lorsqu'il y a 2 semaines un nouveau variant apparaît, à l'hôpital de Lannion en Bretagne, on se veut d'abord rassurant (*Le Télégramme*).

On finira rapidement par s'inquiéter. Il faut dire que ce variant a été détecté chez 8 patients, dont 7 avaient été testés négatifs bien que le tableau clinique recoupait la maladie. Ceci laisse craindre une moindre détection par les tests. Ces personnes sont depuis toutes décédées (*20 Minutes*).

À l'heure actuelle, la Bretagne ne

fait pas partie des territoires au retour desquels une quarantaine est exigée à l'entrée en Suisse. Quand bien même cela serait le cas, rien n'indique qu'il ne circule pas déjà un peu partout en France ou ailleurs. Rien n'indique non plus que d'autres variants n'aient pas émergé sans être détectés.

Concluons sur le fait que sur près d'une dizaine de témoignages de personnes ayant voyagé au cours des dernières semaines aucune circulant en Europe n'a subi le moindre contrôle ou l'obligation de présenter un test à l'arrivée. A leur passage aux frontières franco-suisse, germanique, espagnole ou portugaise, à pied, en bus ou en voiture, rien ne leur fut demandé. Seul 2 témoins indiquent avoir reçu un sms à leur entrée sur le territoire allemand et helvétique, indiquant les dispositions à prendre en matière de quarantaine. Les personnes contactées ayant rejoint l'Europe par avion ont dû présenter un test pour embarquer. ■

Jorge Simao

Le monde capitaliste et la guerre

LIVRES • Nils Andersson livre une analyse rigoureuse de la nature première du capitalisme: la guerre. Ceci à travers les conflits armés asymétriques¹ de 1990 à 2020.

Ce «petit» livre de quelque 150 pages est d'une telle richesse qu'il est difficile d'en résumer le contenu. Celui-ci est assez austère et, bien que l'ouvrage soit fort bien écrit, il requiert du lecteur une attention constante. Ne cherchant nullement à présenter une histoire «neutre», l'auteur, en étudiant les guerres qui n'ont cessé de se succéder depuis trente ans, veut «mettre en lumière la froide et cynique réalité de la nature belliqueuse du capitalisme».

Droit d'ingérence humanitaire

Nils Andersson accorde une place importante aux opérations menées en ex-Yougoslavie (1993-1999), car elles sont l'événement matriciel du «droit d'ingérence humanitaire». Or derrière ce rideau apparaît leur véritable but géostratégique et celui de toutes les actions atlantistes ultérieures. Le massacre de Srebrenica marque d'ailleurs le naufrage de ce nouveau concept.

Les Etats-Unis deviennent le gendarme européen, substituant l'Alliance atlantique (OTAN) aux Nations-Unies. La guerre du Kosovo et les bombardements de la Serbie sont menés par les Américains, sans aucun mandat de l'ONU. Ils vont être une répétition générale des actions à venir de George W. Bush et de ses «caniches», Tony Blair, Nicolas Sarkozy et David Cameron.

Rwanda, Afghanistan et Irak

Puis l'auteur passe au génocide des Tutsis au Rwanda (1994). Comme pour tous les cas qu'il aborde, il prend soin de remonter dans le temps et d'opérer un rappel historique sur le long terme. Ainsi, il explique comment le colonialisme allemand puis belge a créé, puis instrumentalisé l'ethnoracialisation des Tutsis et Hutus, provoquant la haine ethnique. Autre dérive des «guerres



Nils Andersson étudie la suite de conflits de ces trente dernières années et met en lumière les ravages d'un capitalisme belliciste.

justes», l'intervention des Etats-Unis et de leurs commis en Afghanistan.

Il est à noter que ces interventions militaires, et les suivantes, loin de résoudre les problèmes politiques intérieurs des pays concernés, n'ont laissé que ruines, morts «collatérales» des simples habitants et guerre civile! C'est particulièrement le cas de la guerre en Irak, justifiée à l'origine par des fake news sur le potentiel atomique du régime de Saddam Hussein. Nils Andersson montre que le vrai objectif de l'intervention massive étasunienne était la sauvegarde des intérêts géopolitiques et économiques (pétrole et gaz naturel) du monde occidental.

En 2005, la résolution 60/1 des Nations-Unies va plus loin, avec le droit de «protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité». Or ce manteau virginal va recouvrir des opérations de type impérialiste, dont l'intervention en Libye (2011) offre un bon exemple, laissant derrière elles un pays complètement déshérité. Quant aux guerres du Mali et du Sahel, considérés comme le pré carré de la France, elles s'inscrivent dans la continuité de la Françafrique.

Si «les guerres d'Afghanistan, d'Irak et de Libye sont le terreau des

groupes salafito-djihadistes qui interviennent au Mali et dans le Sahel», l'auteur nous invite à ne pas oublier deux faits: ce sont les Etats-Unis qui, avec un aveuglement politique total, ont armé les islamistes extrémistes afghans contre l'ennemi soviétique pendant la guerre froide; et ce sont eux qui soutiennent les monarchies conservatrices en Arabie saoudite et au Qatar, où se trouvent les bases historiques et idéologiques des groupes salafito-wahhabistes-djihadistes.

Guerres sans paix

En résumé, toutes les guerres menées par les coalitions occiden-

tales ont certes été gagnées par elles, mais sans jamais que la paix, elle, ait été gagnée. «Au mieux s'installe l'instabilité politique, plus souvent se perpétuent conflits et actes terroristes». La situation qui perdure en Syrie en est un tragique exemple. Enfin Nils Andersson met en garde contre l'inquiétante «militarisation du monde»: entre 1988, donc en pleine guerre froide, et 2018, les dépenses militaires mondiales ont passé de 1573 à 1774 milliards de dollars! Il dénonce «l'inférieure spirale technologique du surarmement», dont font partie la «robotisation des armées» et la création de nouveaux Rambos, partant du concept «O morts pour les militaires», mais au mépris total de la vie des populations civiles. Selon l'auteur, c'est le capitalisme et sa nature impérialiste qui rendent impossible la noble tâche des Nations Unies dès leur origine, laquelle était de «préserver les générations futures du fléau de la guerre». On en est bien loin!

Pour les lectrices et lecteurs qui ne sauraient rien de Nils Andersson, rappelons que celui-ci, né en 1933, a derrière lui un long passé de militant anticolonialiste et antiimpérialiste. Ses Éditions La Cité publièrent, à la fin des années 50, des textes interdits en France et dénonçant la torture pendant la guerre d'Algérie. Puis il contribua, au début des années 60, à la formation du Centre Lénine pro-chinois. Expulsé de Suisse en 1967 sous prétexte de sa nationalité suédoise, il vécut ensuite en Albanie puis en Suède. Installé aujourd'hui à Paris, il continue à être très actif dans le mouvement Attac. ■

Pierre Jeanneret

¹ Une guerre asymétrique est une guerre qui oppose la force d'un Etat à des combattants matériellement insignifiants.

Nils Andersson, *Le capitalisme c'est la guerre*,

La mondialisation a son livre noir

LIVRE • Le politiste Thomas Guénolé tente de mesurer le coût humain et social du système économique dominant. Il dresse un sombre tableau des dégâts humains causés par la course effrénée à la mondialisation. De 1992 à 2018, elle aurait causé 400 millions de morts.

Dans cet ouvrage sorti à la fin de l'année 2020 alors que l'épidémie de coronavirus bat son plein, le politologue et essayiste développe le concept de mondialisation autour de cinq piliers fondamentaux. Ainsi un réseau commercial intégré, une superpuissance qui impose ses règles, un courant de pensée économique dominant (le libre-échange), la spoliation des ressources matérielles des territoires du plus faible et l'asservissement de leurs populations.¹

Pillages et mal au travail

Les Etats (c'est-à-dire les multinationales) n'ont pas hésité longtemps, au nom de la liberté des peuples, à sacrifier des millions d'êtres humains dans des guerres de pillages des ressources natu-

relles. Ainsi tant en Irak, dans une économie guerrière, qu'au Congo, pour accaparer les matières premières nécessaires au bon fonctionnement de leurs économies.

Faisant baisser les prix en délocalisant dans des régions à bas coût de production et au cœur de pays peu respectueux des conditions de travail, la concurrence exacerbée a causé en 2015 plus de 2,8 millions de morts d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, dont 85% dans les pays «pauvres».

Faim et pollution mortifères

Indirectement, chaque année, plus de 9 millions de personnes meurent de faim dans le monde. L'auteur impute à la mondialisation la responsa-

bilité de plus de 400'000 morts par an du fait du dysfonctionnement dans la répartition de la nourriture, étant confirmé que les ressources de nourriture sont suffisantes pour nourrir toute la planète (pour l'instant...). Au niveau de la pollution de l'air, les chiffres sont terribles. L'essayiste constate que les décès pour cause de pollution atmosphérique ont augmenté au fur et à mesure que les pays pauvres se sont industrialisés. De nos jours, elle cause annuellement plus de 3 millions de morts prématurées. Sans compter les décès induits par des maladies pour lesquelles il existe des traitements – pneumonie, morts néonatales, tuberculose, paludisme – mais que les multinationales pharmaceutiques n'ont aucun intérêt (actionnarial) à promouvoir.

En conclusion, le politiste concède que la mondialisation a permis à des centaines de millions d'êtres humains de sortir de la pauvreté et de baisser drastiquement les prix des biens de consommation courante. Mais cette transition s'est faite au détriment des peuples et au profit des dominants. Prônant la démondialisation, il explore des pistes intéressantes telles que protectionnisme ou taxe pigouvienne. Soit taxer ce qui pollue pour développer ce qui pollue moins. ■

Patrick Savioli

¹ L'ouvrage fournit un éclairage sur les effets du néolibéralisme aux échelles locale et internationale, dont la destruction des écosystèmes (ndlr).

Thomas Guénolé, *Le Livre noir de la mondialisation, 400 millions de morts*, Plon, 283 p.

GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

Les classiques relus par l'histoire récente

OPÉRA-CINÉMA • Milo Rau fait du social et du politique les clés pour la relecture des classiques. Sa «Clémence de Titus» est une œuvre sur la révolution confisquée et la lutte des classes tandis que son «Nouvel Evangile» renoue avec le message émancipateur du Christ.

A 44 ans, le metteur et cinéaste bernois dirige le NTGent, Théâtre national de Gand, l'une des scènes européennes les plus en vue. L'artiste a suivi des études de sociologie. Avec pour professeurs le philosophe et historien des idées Tzvetan Todorov et le sociologue Pierre Bourdieu. Du premier, il retient le portrait de l'artiste créateur faisant obstacle à la déshumanisation. Et portant l'esprit de responsabilité, en incarnant un double engagement envers l'art et la société. Du sociologue français, il se remémore: «Bourdieu m'a dit "si tu veux parler" de la boxe, il faut devenir boxeur. Je fais un travail de journaliste, de sociologue quand je recrée quelque chose au théâtre.» (*La Croix*, 8.7.18)

Bousculer les classiques

A ses yeux, les réalités sont scandaleuses et radicales, le théâtre et le cinéma doivent l'être aussi. L'artiste lance ainsi un manifeste polémique dès son arrivée en 2018 au NTGent. Il défend un théâtre ouvert à la réflexion critique permanente visant à l'émanciper du répertoire. Pour mieux le livrer à une imagination et une actualité contemporaines. Quand Brecht s'inspire de l'Antigone antique de Sophocle, ne la réécrit-il pas aussi quasi intégralement?

De l'œuvre chant du cygne à la mauvaise réputation de Mozart, opera seria bâclé à la gloire d'un pouvoir autocratique supposé «éclairé», *La Clémence de Titus*, Milo Rau fait pour le Grand Théâtre de Genève une critique virulente touchant l'art, l'intellectuel, le pouvoir et l'élite pseudo-engagés. «Un véritable engagement, ce serait la révolution. Je crois que depuis 1791..., l'élite a compris que la vraie révolution, il faut l'éviter. Il faut faire semblant d'être du côté du changement, mais ne rien changer. C'est ce qui se passe dans cet opéra d'une manière presque absurde», développe le metteur en scène (*Vertigo*, RTS, 12.02.21).



L'activiste politique camerounais Yvan Sagnet en discussion avec Milo Rau dans un film qui ouvre sur les coulisses sociales de son tournage. DR

La place du peuple

Milo Rau enchevêtre réalité et fiction, à la lisière de l'une ou de l'autre. Le poseur de moquette rouge du Grand Théâtre se fait retirer symboliquement le cœur, un sacrifice rappelant Willem Dafoe en Jésus dans *La Dernière tentation du Christ* de Martin Scorsese. Le vigile puis exécuter d'un couple d'artistes pendus en scène témoigne de sa vraie fuite d'un Azerbaïdjan déchiré par les exactions. Les crimes de guerre et contre l'humanité (décapitations, mutilations) commis par les forces azerbaïdjanaises et arméniennes lors des récents affrontements dans le Haut-Karabakh restent encore à être traduits en justice.

Le Bernois apporte aussi à la pièce ses thèmes de prédilection: la vio-

lence, la transposition de l'intrigue dans le présent, l'histoire de l'art - *La Liberté guidant le peuple* de Delacroix refigurée en tableau vivant avec le cœur sculpté du peuple en étendard, David et sa *Mort de Marat*. Il y est question de dystopie et de la transformation ambiguë de la misère en art. Pour une mise en scène qui a tout de la mise en abyme d'un art représentant le peuple en lutte et célébré dans les temples muséographiques bourgeois. Un art dont la pulsation résistante et révolutionnaire s'est estompée derrière une brume pédagogique et consensuelle.

Evangile revisité

«Le Nouveau Testament est le livre le plus simple au monde. Bien davan-

tage encore que *l'Etranger* de Camus. On est au degré zéro de la littérature. Rien d'ornemental, aristocratique ou bourgeois. La langue y est super directe et intemporelle. A plusieurs reprises dans le film, on croirait les dialogues issus d'improvisations. Mais il s'agit de cette dimension quasi documentaire propre à l'écriture biblique et au chaotique du récit du film. Si j'avais été le propagandiste de la Bible aux 2^e et 3^e siècles, j'aurais réécrit le livre. Il y a tant de contradictions. En témoigne le fait qu'au début Jésus est baptisé par un autre Messie.» Ainsi parle Milo Rau à propos de sa dernière réalisation au cinéma, *Le Nouvel Evangile*.

Quel serait le sermon de Jésus en notre siècle? Qui seraient ses apôtres?

Le Bernois renoue à Matera, au Sud de l'Italie, avec les origines de l'Evangile en mettant en scène une Passion au sein d'une société injuste et inégalitaire. Nous sommes en 2019. La cité est alors Capitale européenne de la culture et des milliers de touristes s'y pressent. Avec l'activiste politique camerounais Yvan Sagnet, dans le rôle de Jésus, il crée une histoire biblique, pasolinienne et révolutionnaire. Selon le modèle du Christ, Yvan retourne comme «pêcheur d'hommes» dans le plus grand des camps de réfugiés près de Matera. Parmi les personnes échouées dans ce camp, il trouve ses «disciples». Ce sont des gens désespérés qui sont arrivés en Europe par la Méditerranée pour être réduits à la condition d'esclaves par la mafia sur les champs de tomates. Plus de 500'000 personnes rien qu'en Italie.

Alliés aux petits agriculteurs locaux, ces gens fondent la «*Rivolta della Dignità*», une campagne politique pour les droits des migrants. Le chant de l'auteur-compositeur transalpin Vinicio Capossela aux côtés du chanteur et guitariste de folk américain Woody Guthrie affirme que «cette terre a été faite pour toi et moi». Le film se révèle ainsi puissamment anticapitaliste, reconduisant le propos du Pape François s'étant rendu à Lampedusa pour dénoncer la «globalisation de l'indifférence». Il affirmait alors la nature mortifère et criminelle du capitalisme. Ce qui met en joie Milo Rau? «Le film a un impact sur la réalité: conséquence directe de la *Rivolta della Dignità*, autour de Matera, les premières *Maisons de la dignité* ont été fondées. Dans ces maisons, les figurants du film, d'abord sans abri, peuvent maintenant vivre dans la dignité et l'autodétermination. Et cela avec le soutien de l'Eglise catholique.» ■

Bertrand Tappolet

La Clémence de Titus. Sur www.mezzo.tv du 19 au 24 mars. *Le Nouvel Evangile*. Infos et billets pour e-cinéma sur www.lenouvelvangeliefilm.ch dès le 31 mars

Une vie de combat contre le franquisme

BANDE DESSINÉE • Une biographie dessinée est dédiée à la mémoire du communiste Miguel Nuñez. Résistant pendant la guerre d'Espagne, il connaît de longues années de détention, la torture et la clandestinité.

«Le changement qu'appelle le moment présent, pour qu'il soit un succès, exige, en quelque sorte, des retrouvailles avec nous-même mais sous des formes inédites» Ces mots ont été écrits par Miguel Nuñez, communiste toute sa vie, dans *La Révolution et le Désir*. Cette bande dessinée réalisée avec tout le savoir-faire de la coopérative ouvrière Envie de lire, du nom de la librairie ivryenne où il a été conçu, vient s'ajouter aux autres chefs-d'œuvre du 9^e art que la guerre d'Espagne a inspirés.

Aux côtés de Christian et Bilal, de Bertrand Galic, Kris et Cuvillier, et de l'immense Carlos Gimenez et de son *Paracuellos*, il faut désormais ajouter cette biographie dessinée de Miguel Nuñez. Seule la couverture affiche les trois couleurs du drapeau républicain, rouge, jaune et violet, couleurs mythiques d'une seconde république dont l'effondrement annonça la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale. Le reste de l'ouvrage, superbement dessiné par Alfonso Lopez, offre des noir et blanc d'une grande élégance, sobre, parfaitement à l'unisson du titre. Lopez est un grand artiste et n'impose jamais son style, mais le fond toujours au récit de

Nuñez, scénarisé par Galvez et qui valut au livre de recevoir le prix national de la culture en Catalogne, avant de se voir enrichi de 38 planches pour l'édition française. Poétique, strident, expressif, suggestif, réaliste, cauchemardesque, le dessin évoque les lignes du destin de cet homme, entre la clandestinité et l'enfermement les plus sombres, ou bien la liberté et les jours de victoires les plus lumineux.

Dans l'enfer carcéral

Né en 1920, Miguel était déjà un combattant de Madrid encerclé, et participa à la bataille au corps à corps livré dans la Cité universitaire au mois de novembre 1936, symbole de la résistance héroïque du peuple de gauche d'Espagne face aux armées de Franco. Pour Miguel Nuñez, la guerre ne s'est pas terminée en 1939, mais en 1975 avec la mort du dictateur. Pendant toutes ces années, entre cachettes en France, planques à Barcelone, entrecoupées de dix-sept années de prison, jamais Miguel ne rendit les armes ni ne faiblit dans sa résistance au franquisme. Les planches sont superbes, celles de la torture sont d'une justesse à peine soutenable, mais essen-

tielles pour comprendre comment s'est forgée la volonté de cet homme, et comment s'est construite sa force à endurer la douleur et narguer ses bourreaux. C'est dans l'enfer carcéral franquiste que se scellent les amitiés pour toujours. Il y a aussi des instants de bonheur, empreints d'une grande sérénité dans le trait. Et puis la libération avec la mort du sinistre vieillard et la renaissance en 1977 du Parti communiste d'Espagne. Miguel Nuñez est même élu député, mais la politique n'est pas son métier et il s'en détache en 1982 pour aider le Nicaragua.

Jamais inactif, il fonde en 2002 l'association Mémoire sociale et démocratique pour faire revivre l'histoire des combattants de l'ombre. Quant aux dernières planches qui racontent le grand départ à 88 ans, après mille vies, le lecteur se retrouve dans une féerie entre un conte lumineux de Saint-Exupéry et toute la poésie du vent, celle de l'exil espagnol, de Rafael Alberti à Arturo Serrano. Toute violence a été bannie. Miguel Nuñez peut partir tranquille. Il a accompli son destin. Derrière cette existence d'un petit Madrilène devenu catalan de cœur, par-delà ce parcours individuel, il est rendu hommage aux

192'000 prisonniers qui moururent dans les geôles de Franco, aux 150'000 disparus dans les fosses encore à découvrir, et aux dizaines de milliers de réfugiés dont le rêve républicain fut brisé.

Tel un fantôme

Le dossier offre un complément remarquable pour s'y reconnaître dans l'ensemble des petits partis anarcho-syndicalistes, socialistes et communistes des années 1930 du XX^e siècle, pour éclairer les biographies, pour expliquer les événements tournants de cette vie, avec une bibliographie commentée qui permettra d'aller toujours plus loin dans la connaissance de cette guerre d'Espagne dont le fantôme n'a pas fini de hanter l'histoire des révolutions et des républiques avortées... A Miguel Nuñez la conclusion, lucide et combative de cet ouvrage remarquable: «Car l'humanité, à défaut de transformer radicalement le système qui la gouverne, court inéluctablement vers son autodestruction.» ■

Pierre Serna

Paru dans *L'Humanité*

Pepe Galvez, Alfonso Lopez, *Mille Vies de plus, Miguel Nuñez*, Éditions Otium